

LICENCES D'IMPORTATION DE VÉHICULES

Priorité aux concessionnaires habituels

Pour définir le nouveau système de quota, seul le courant d'échanges traditionnels du concessionnaire sera pris en compte pour établir sa part de marché pour 2016. Autant savoir que les nouveaux opérateurs du secteur n'en seront pas bénéficiaires.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir)- C'est selon leur historique d'importation des véhicules durant ces trois dernières années que sera régi le mode de répartition des quotas au profit des concessionnaires pour 2016. Autrement dit, les importateurs activant dans ce secteur depuis moins de trois ans sont écartés de cette répartition du marché de l'automobile.

Sachant que les quatre nouveaux systèmes de répartition des contingents définis sont appliqués selon la nature des produits importés, l'ordre chronologique d'introduction des

demandes de licence, la répartition en quotas des quantités demandées, la prise en considération des courants d'échanges traditionnels et l'appel à manifestation d'intérêt.

Pour mieux expliquer le principe sur lequel sont calculés les quotas, l'un des membres du Comité permanent chargé des délivrances de ces licences, entrées en vigueur début 2016, a indiqué que «si un concessionnaire avait l'habitude d'importer 20% des importations globales des véhicules, il aura 20% du contingent global». Si cette formule a l'avantage d'être «som-

maire et simplificatrice», elle n'en demeure pas moins dénuée de complications en aval.

Concrètement, cette base de calcul éliminera sur le marché de l'automobile «les nouveaux entrants» et réduira la marge des «petits concurrents». D'autant plus que le volume d'importation de véhicules a été réduit à 152 000 unités pour cette année, à en croire les évaluations faites le 3 février dernier, date d'expiration du délai des dépôts des demandes de licences d'importation. Notant que ce chiffre était de 265 523 unités pour l'année 2015 et de 417 913 concernant l'année 2014.

Conséquemment, si le nombre de véhicules importés a dégringolé de 64% depuis 2014, l'enveloppe financière qui lui est réservée



Photo : DR

Les nouveaux opérateurs du secteur n'en seront pas bénéficiaires.

n'enregistre pas le même effet. Surtout que l'écart entre le dinar et l'euro ne cesse de se creuser. Un détail de taille si l'on considère

que le marché européen est le marché d'origine de la majorité des véhicules importés.

N. B.

FINANCEMENT DES START-UP ET DES PME

Un fonds d'amorçage prévu

Le financement des start-up et des PME sera consolidé par un fonds d'amorçage et par le fonds de garantie de sûreté réelle. Deux mesures prévues par l'avant-projet de loi d'orientation sur le développement de la PME, inscrit à l'ordre du jour à la prochaine réunion du gouvernement.

De notre envoyée spéciale à Bordj-Bou-Arréridj, Rym Nasri

Pour le ministre de l'Industrie et des Mines, le numérique est un facteur «décisif de croissance et de richesse étant devenu un véritable bien d'investissement». Il qualifie ainsi l'industrie numérique de 4^e révolution industrielle qui ne fait que commencer.

Conscient du retard pris par les entreprises algériennes dans l'appropriation et l'usage du numérique, Abdesslam Bouchouareb s'interroge : «L'Algérie peut-elle encore rester à l'écart de cette révolution ?». «Non», répond-il. Selon lui, l'Algérie se doit, aujourd'hui, de relancer et de régénérer en profondeur une industrie «totalement obsolète».

«Notre défi est de réussir à accompagner cette grande transformation industrielle en permettant d'abord aux start-up de naître et de devenir de plus en plus nombreuses, de grandir vite et d'enclencher un véritable processus de clusterisation à l'échelle industrielle», a-t-il souligné ce samedi, lors d'une visite d'inspection dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj avec la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Il est également question, poursuit-il, «de permettre à notre industrie de se transformer pour accéder à ces nouvelles opportunités et de former les ressources humaines». Trois conditions «indispensables» pour que «l'industrie puisse jouer pleinement son rôle d'outil de croissance».

Insistant sur l'importance des PME œuvrant dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), le ministre de l'Industrie et des



Photo : Samir Sid

Abdesslam Bouchouareb.

Mines reconnaît que ces entreprises rencontrent des difficultés, notamment financières, lors de leur création.

«Aujourd'hui, il est impossible de trouver un financement bancaire en phase de réflexion sur le projet et les banques ne financent que des projets qui existent déjà», dit-il.

A cet effet, il annonce la création d'un fonds d'amorçage qui offre un financement aux projets innovants durant la période précédant la création de l'entreprise. «C'est justement ce fonds qui faisait défaut et bloquait ainsi l'émergence des start-up», affirme-t-il. Un dispositif qui sera suivi par la mise en place d'un fonds de garantie «allégeant le poids des sûretés réelles imposées par les banques».

Deux nouvelles mesures parmi d'autres sur lesquelles s'attelle son département dans l'avant-projet de loi d'orientation sur le développement de la PME qui sera présenté lors de la prochaine réunion du gouvernement, assure-t-il.

Bouchouareb indique également que les mesures de soutien à la sous-traitance seront développées par l'ANDPME ainsi que l'encouragement du recours des entreprises nationales aux sous-traitants nationaux.

Autres solutions prônées pour booster l'usage du numérique, il cite la création progressive de pôles industriels et technologiques à travers les différentes

régions du pays afin, précise-t-il, «de favoriser la clusterisation et le développement régional».

Une technopole pour la promotion de l'industrie des TIC

Dans le but de renforcer la relation entre les secteurs de l'industrie, de la recherche scientifique et du développement des TIC, une technopole sera prochainement mise en place dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj. A l'initiative de la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, cette structure vise la promotion du secteur économique et cible particulièrement les PME innovantes dans les TIC. Selon M^{me} Houda-Imane Feraoun, il est question entre autres d'intégrer la recherche et le développement, de consolider le tissu des industries technologiques et de promouvoir les jeunes entreprises innovantes dans le domaine. D'ailleurs, poursuit-elle, «des unités de recherches seront créées par la suite à travers le territoire national». Du même avis, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a insisté sur la création de structures de recherches dans les entreprises publiques et privées. «Nous visons à inculquer la recherche scientifique dans les entreprises économiques et traduire les travaux de la recherche en projets concrets sur le terrain», dit-il.

Prévu initialement à Alger, le Certic (Centre d'étude et de recherche des technologies de l'information et de la communication) a été finalement transféré à Bordj-Bou-Arréridj début 2016. Un choix du site justifié par la densité du tissu industriel activant notamment dans les TIC, dans la région. Le Certic sera doté d'une annexe, mise à sa disposition par l'université de Bordj-Bou-Arréridj et située sur le campus universitaire. Le centre comptera également un incubateur dans le but d'encourager la création d'entreprises innovantes. Il sera réservé aux porteurs de projets de création d'entreprises.

Dédié à l'industrie des TIC, le Certic va ainsi permettre aux secteurs des TIC, de l'industrie et de la recherche scientifique de travailler en synergie pour créer la richesse et l'emploi.

Ry. N.

ORAN

491 réfugiés nigériens conduits à Tamanrasset en prévision de leur rapatriement

Quelque 491 ressortissants nigériens ont été conduits, hier matin, d'Oran vers le centre de transit de Tamanrasset en prévision de leur retour au pays d'origine, a-t-on appris du chef du bureau de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA), Larbi Benmoussa.

Quatorze bus confortables ont été réservés pour le transport des ressortissants nigériens au centre d'accueil de Tamanrasset, en compagnie d'une délégation de 24 personnes entre médecins, psychologues et des bénévoles du CRA, a-t-il indiqué.

Quelque 1.850 kits alimentaires de voyage ont été réservés pour cette opération, a précisé M. Benmoussa.

Avant le départ, des consultations médicales ont été prodiguées aux ressortissants nigériens rapatriés (138 hommes, 112 femmes et 241 enfants) qui résidaient clandestinement à Oran.

Cette opération, la plus grande depuis le début des opérations de rapatriement de réfugiés à Oran, concerne cette fois des Nigériens qui résidaient à Oran, Tlemcen et Chlef.

A noter que le centre spécialisé de rééducation de Bir-El-Djir, relevant de la Direction de l'action sociale de la wilaya d'Oran, a mobilisé des équipes médicales, des cuisiniers et des bénévoles pour assurer une bonne prise en charge des ressortissants nigériens avant leur rapatriement dans leur pays.

Le gouvernement du Niger avait présenté une demande de rapatriement de ses ressortissants se trouvant en Algérie qui avait été acceptée par le gouvernement algérien, rappelle-t-on.

«Toutes les dispositions ont été prises pour le retour des ressortissants nigériens à leur pays d'origine dans un cadre fraternel et un respect total de leur dignité», a assuré le même responsable.

APS